



RENDU EXECUTOIRE LE

03 JUL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



ARRETE ARS/DGAS n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0188

du 09 JUIN 2023

Portant modification d'implantation de l'EHPAD « Les jardins de Montplaisir » géré par S.A.R.L LES JARDINS DE MONTPLAISIR actuellement situé à 1 impasse Colette BESSON 86240 LIGUGE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de M. Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine 2018-2028 ;

VU le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2023 ;

VU le Schéma départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU la décision du 02 novembre 2022 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

VU le Schéma des solidarités 2020-2024 adopté par délibération du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté du 20 janvier 2021 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Conseil départemental actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » situé à LIGUGE géré par la SARL Les Jardins de Montplaisir pour une capacité totale de 80 lits d'hébergement permanent dont 12 lits réservés pour des personnes âgées souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, 1 lit d'hébergement temporaire et 14 places en P.A.S.A pour les résidents de l'EHPAD ayant des troubles modérés de type Alzheimer ou maladies apparentées ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne n°2013-A-DGAS-DHV-SE-0234 du 8 octobre 2013 portant habilitation partielle de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » à Ligugé à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement pour 5 places ;

VU la convention signée entre l'établissement et le Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2018-C-DGAS-DHV-SE-0001 en date du 30 septembre 2018 relative à l'habilitation partielle de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » à Ligugé à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement complétant l'arrêté n°2013-A-DGAS-DHV-SE-0234 susvisé ;

VU le courrier adressé le 13 décembre 2018 par M. Guillaume RAOUX, Directeur Général du groupe Vivalto Vie informant les autorités de tutelle de la modification d'implantation à venir de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » à LIGUGE ;

CONSIDERANT que cette modification d'implantation s'effectue sans surcoût budgétaire et dans la continuité du fonctionnement actuel des services ;

CONSIDERANT que la reconstruction de l'établissement sur un autre site répond à la vétusté des locaux actuels et aux difficultés de fonctionnement afin d'améliorer le confort des résidents et des conditions qualitatives de travail des agents ;

CONSIDERANT le projet initial de modification d'implantation de l'EHPAD sur la commune de LIGUGE déposé le 13 décembre 2018 par M. Guillaume RAOUX, Directeur Général du groupe Vivalto Vie ;

CONSIDERANT que cette modification d'implantation ne modifie pas le taux d'équipement en places d'EHPAD du territoire de proximité ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine et du schéma départemental d'aide sociale de la Vienne ;

CONSIDERANT qu'il répond aux besoins repérés par le schéma régional de santé et le schéma départemental sur le secteur identifié d'aide sociale de la Vienne ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles et se réalise à coûts constants ;

CONSIDERANT la visite de conformité réalisée par les autorités de tutelle ayant eu lieu le 07 septembre 2022, autorisant l'ouverture de l'établissement ;

CONSIDERANT que le procès-verbal de conformité du 16 septembre 2022 conclut que, « en concertation avec les représentants du Conseil Départemental et de l'ARS, la mise en fonctionnement de l'EHPAD - *les jardins de Montplaisir* - pourra être effectuée le mardi 20 septembre 2022 » ;

CONSIDERANT que le déménagement a eu lieu le 20 septembre 2022.

A R R E T E N T

ARTICLE 1^{er} : L'autorisation de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir », situé 1 impasse Colette BESSON 86240 LIGUGE, géré par SARL Les Jardins de Montplaisir est accordée, pour une exploitation sur ce nouveau site.

La capacité totale autorisée de l'EHPAD reste inchangée.

Cet établissement est répertorié dans le fichier des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : S.A.R.L LES JARDINS DE MONTPLAISIR
ADRESSE : 1 impasse Colette BESSON 86240 LIGUGE
N° FINESS 86 001 043 8
N° SIREN : 439 288 291
Code statut juridique : 72- Société A Responsabilité Limitée (S.A.R.L)

Entité établissement : **EHPAD LES JARDINS DE MONTPLAISIR**
NOUVELLE ADRESSE : 1 Impasse Colette BESSON 86 240 LIGUGE
N° FINESS : 86 001 047 9
 Code catégorie : 500 Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
 Capacité : 80 lits

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Co de	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil pour Personnes Âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	67
924	Accueil pour Personnes Âgées	11	Hébergement complet internat	436	Alzheimer ou maladies apparentées	12
657	Accueil temporaire pour Personnes Âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	1
961	PASA	21	Accueil de jour	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	0

ARTICLE 2 : Les conditions de l'habilitation partielle à l'aide sociale à l'hébergement fixées par arrêté et convention susvisés ne sont pas modifiées.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 11 octobre 2020. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'EHPAD par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et sur le site internet du Département de la Vienne www.laviennne86.fr.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du président du Conseil départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le **09 JUIN 2023**

L'Agence Régionale de Santé
de Nouvelle-Aquitaine

Pour le Directeur général de l'ARS,
par délégation

La Directrice adjointe
de la protection de la santé et de l'autonomie

Dr Dominique BOURGOIS

Le Président du Conseil Départemental
de la Vienne



Alain PICHON

